

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Agriculture : les promus face à la problématique de la sécurité alimentaire

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

Le directeur de cabinet, le secrétaire général, les inspecteurs généraux de service et les directeurs généraux de la Pêche, de l'Agriculture, du Développement rural, nommés en Conseil des ministres le 19 octobre 2023, ont été installés dans leurs nouvelles fonctions en fin de semaine écoulée par le ministre en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Jonathan Igoumba.

Au cours de cette cérémonie solennelle, le membre du gouvernement a rappelé aux uns et aux autres que le département ministériel dont ils ont tous la responsabilité, chacun à son niveau, n'est pas seulement un

vecteur de croissance, mais qu'il est également d'un enjeu crucial dans le contexte économique et social du Gabon.

"Tout en vous adressant mes vives félicitations, je saisis l'occasion pour rappeler à chacun, selon ses responsabilités, les énormes attentes des Gabonais qui se plaignent de la cherté du panier de la ménagère. Cette situation, nous le savons tous, a des conséquences palpables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos compatriotes ; autant qu'elle menace la souveraineté alimentaire de notre pays", a souligné le ministre Igoumba.

D'où son appel à tous à mener, mais avec méthode, organisation et compétence, leurs tâches respectives pour répondre effica-



Photo : Scott Naokila

Le ministre de l'Agriculture et les promus après la cérémonie.

cement à la forte exigence dont notre pays a besoin en denrées alimentaires pour satisfaire le plus grand nombre de compatriotes.

Jonathan Igoumba a promis de veiller au suivi de cette préoccupation nationale. Et bien que n'occultant pas les problèmes structurels dont il hérite au sein

du ministère de l'Agriculture, il reste persuadé que la conjugaison de leurs efforts, dans une franche collaboration, est le gage pour atteindre les objectifs escomptés.

Contentieux de l'État : environ 1 000 milliards de FCFA économisés en 6 ans

G.R.M
Libreville/Gabon

LORS du dernier Conseil des ministres présidé par le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, des changements sont intervenus à la tête de plusieurs directions générales et organes placés sous la tutelle du ministère du Budget et des Comptes publics.

Il en a été ainsi à l'Agence judiciaire de l'État (AJE), où Huguette Yvonne Nyana-Ekoume, désormais inspecteur général des services au ministère du Budget, a cédé le poste de directeur général à Diane Moussounda. Mais au-delà de la passation des charges, c'est surtout le travail abattu par l'AJE et les résultats obtenus depuis 2017 qui réjouissent les pouvoirs publics. En 6 ans, cette structure a, en effet, permis à l'État gabonais d'économiser globalement 1 000 milliards de FCFA, en lien avec les contentieux, selon les données de l'Agence. Ce sont près de 400 milliards de

FCFA nets économisés par l'AJE rien que dans les affaires contre les sociétés Novodaya trading DMCC, Eurofinsa, Webcor et, surtout, le groupement Santullo-Sericom. Considérée jusque-là comme une caisse d'enregistrement des condamnations de l'État, l'AJE est parvenue, en 6 ans, à renverser cette idée, notamment devant les instances internationales où le contentieux présente des enjeux énormes. Ainsi, le Gabon a-t-il remporté des procès majeurs dans lesquels il était engagé contre les investisseurs et opérateurs économiques. Ce qui n'était jamais arrivé auparavant.

Au demeurant, les défis sont nombreux pour la nouvelle direction. Et Diane Moussounda mesure parfaitement la charge qui est la sienne aujourd'hui. Il s'agira de faire en sorte qu'il y ait moins de contentieux de l'État. Dans ce sens, il faudrait sûrement maintenir la sensibilisation au niveau des administrations publiques, ou du moins des responsables de passation des marchés publics.

Comptes publics : l'administration au complet pour de nouveaux défis



Photo : CNB

Le ministre Charles M'ba et les promus au terme de la cérémonie d'installation.

Charly NYAMANAGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

NOMMES lors du Conseil des ministres du 19 octobre dernier, les nouveaux responsables de l'administration du ministère des Comptes publics ont pris leurs fonctions jeudi dernier. Il s'agit de Jean-Blaise Nguema Mba, Diane Moussounda, le commissaire général Sylvie Nguimbith, Ghislaine Apanga et Léandre Mara-Rogombe, respectivement président du conseil d'administration de la Caisse des pensions et des prestations familiales (CPPF) et

directeurs généraux de l'Agence judiciaire de l'État, des Marchés publics, du Patrimoine de l'État et leurs adjoints.

La cérémonie de leur installation a été présidée par le ministre de tutelle Charles M'ba. Occasion pour le membre du gouvernement de rappeler aux promus l'importance que revêtent leurs nouvelles fonctions dans "l'accompagnement de l'action du CTRI et du gouvernement de Transition", a-t-il indiqué. Non sans les exhorter à faire un diagnostic urgent mettant en relief "les forces et les faiblesses de la gestion de la commande publique, du patrimoine et

du contentieux de l'État, ainsi que de la gestion des pensions et des prestations familiales. Des recommandations visant à corriger les faiblesses et à consolider les forces".

Le ministre Charles M'ba a tout de même présenté à chacun des promus le bien-fondé de s'appuyer sur les équipes de leurs collaborateurs. Tout en remerciant les autorités de la Transition pour le choix porté sur eux, les promus, par la voix de Jean-Blaise Nguema Mba, PCA de la CPPF, ont promis de se mettre au travail et de donner le meilleur d'eux-mêmes.